N° double

NUMERO 668 PRIX 10 F JANVIER 1982

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

POLITIQUE DE GAUCHE... MAIS SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Par le bulletin de vote, la majorité du peuple français a pu mettre au Pouvoir un homme politique dont le programme se montre favorable aux prolétaires alors que, tout au contraire son prédécesseur pseudo-aristocratique tendait à reconstituer, dans une France devenue monarchique, une caste privilégiée de gens à particules (même usurpée), et comptait mettre la classe ouvrière à genoux en aggravant systématiquement et cyniquement le chômage.

Le changement de Président et de majorité au Parlement a donc eu aussitôt plusieurs conséquences assez heureuses et importantes pour que nous puissions nous en féliciter.

Evidemment, la Gauche au pouvoir modifie l'orientation politique du pays mais non son système économique ni, par conséquent sa structure sociale. « Nous ne sommes pas là pour faire la Révolution » a déclaré un Ministre. C'est vrai et il faut reconnaître que, dans sa plus grande majorité, l'opinion publique française n'en demande pas tant à ses élus.

Mais les classes antagonistes n'en continuent pas moins de s'affronter quels que soient les résultats des scrutins : c'est l'instabilité du rapport entre, d'une part les forces socio-économiques des classes capitalistes, d'autre part celles du prolétariat, qui provoque les fluctuations politique ; ces dernières à leur tour peuvent avoir des effets notables sur le rapport des forces sociales en présence. Effets tout de même limités puisque, en passant de droite à gauche, le Pouvoir politique reste dans le cadre constitutionnel inchangé d'une société de type capitaliste.

Par exemple, dans ce cadre, les décisions du Pouvoir de gauche se heurtent à l'hostilité d'un Sénat de droite et peuvent être déclarée inconstitutionnelles ; ou, par la suite, être sabotées par des personnels administratifs réactionnaires. D'autre part ce Pouvoir pourrait-il, face à une tentative de putch, compter uniquement et totalement sur les « forces de l'ordre » dont il a en principe la disposition ? On peut en douter.

Ces limites et cette fragilité — et aussi des différences de « sensibilité » internes — imposent à la Gauche au pouvoir beaucoup de prudence, des hésitations, des reculs... ou pire : le Président doit être celui « de tous les Français » ; aussi, dans sa Conférence de Presse du 24-9-81, fait-il appel au concours de « toutes les forces vives de la Nation », soit indistinctement des chefs d'entreprises et de leurs personnels (y compris les plus exploités), des prolétaires « demandeurs d'emplois » et des capitalistes « créateurs d'emplois ». Quant au Gouvernement, lui, ne s'est-il pas efforcé depuis plusieurs mois d'amadouer le patronat ? Sur 20 des principales mesures concernant L'EMPLOI et LES ENTREPRISES que le Premier Ministre a annoncées dans sa déclaration de politique générale, le 15-9-81 (1), il y en a 14 en faveur des P.M.E., c'est-à-dire de la plus grande partie du patronat français.

DANS CE NUMERO :

Ce qui explique cette attitude, à premiere vue étonnante, c'est sûrement moins le vain espoir de calmer certains énergumènes de la Droite que celui, pourtant problématique, d'inciter les chefs d'entreprises à embaucher. Car en dehors du Secteur Public, eux et eux seuls demeurent actuellement les maîtres de l'embauche.

Pour tous ceux qui pensent — comme l'enseigne la doctrine de base du P.S. et de la majeure partie de la Gauche ou de l'Extrême-Gauche — que le profit du capitalisme industriel provient fondamentalement de l'exploitation de la main-d'œuvre humaine, le mot d'ordre « N'embauchez pas ! » lancé par le CIDUNATI aux P.M.E. revient à leur dire : « Réduisez la quantité du Profit créé dans vos entreprises ! ». C'est leur demander un sacrifice. Mais un sacrifice provisoire en vue d'obtenir des avantages qui le compenseraient. En ce sens, ce mot d'ordre est bien moins paradoxal que les discours de **socialistes** qui prient les patrons de comprendre leur véritable intérêt en consentant à exploiter un plus grand nombre de prolétaires.

Un tel paradoxe trouve sa justification dans l'idée très répandue et même très populaire qu'il faut bien qu'il y ait des patrons pour faire vivre les employés et les ouvriers ; de même l'on pensait jadis qu'il fallait bien qu'il y ait des maîtres pour entretenir les esclaves, ou des seigneurs pour faire cultiver les terres par les serfs. Ces prétendues « nécessités » ont pourtant bel et bien disparu en même temps que l'esclavage et le servage, autrement dit grâce à la transformation des systèmes socio-économiques qui semblaient immuables. Et c'est en de telles transformations radicales que consistent justement les révolutions. Mais celles-ci ne s'accomplissent pas sans luttes.

Ces luttes sont l'affaire, non d'un Président, d'un Gouvernement ou de Parlementaires, mais uniquement celle des prolétaires — au travail ou en chômage — antagonistes directs des chefs d'entreprises par la nature même des choses. Et ce n'est que sur eux-mêmes, sur des organisations syndicales indépendantes où les décisions sont prises directement par eux-mêmes, qu'ils sont obligés de compter, parce que, sous n'importe quel régime politique, dans n'importe quelles circonstances et en dépit de n'importe quel « intérêt général », c'est partout et toujours pour leur propre cause de prolétaires exploités qu'ils sont obligés de compter, parce que, sous n'importe quel régime politique, dans n'importe quelles circonstances et en dépit de n'importe quel « intérêt général », c'est partout et toujours pour leur propre cause de prolétaires exploités qu'ils sont forcés de combattre.

S'ils renonçaient à mener eux-mêmes leur combat en comptant sur d'autres pour le faire, leur condition s'aggraverait aussitôt. Au contraire leurs luttes, en dépit des échecs, conduisent toujours, dans une mesure plus ou moins grande, à une transformation radicale du système social et économique actuel ; transformation qui doit mettre fin à leur exploitation. Autrement dit ces luttes vont forcément dans le sens d'une véritable révolution.

Cet objectif ne coïncide pas tout à fait avec celui d'une partie de la Gauche, notamment de la Gauche au Pouvoir qui n'entend pas aller jusque-là. Cette dernière veut avant tout réduire le chômage, « remettre la machine [capitaliste] en marche » et « toute la France au travail », comme cela s'est déjà fait, il y a environ 35 ans, sous la Présidence du socialiste Vincent Auriol avec le gouvernement du socialiste Ramadier.

Mais afin de réduire le chômage faut-il accorder plein d'avantages économiques aux chefs d'entreprises et prêcher la modération aux travailleurs ? Ce ne sont pas forcément les moyens les plus efficaces et, en tout cas, ils ne sont pas les plus avantageux pour les prolétaires. Autrement plus avantageuse et probablement plus efficace serait la réduction à 35 heures de la durée hebdomadaire du travail, avec élévation du niveau de vie des plus mal payés !

Seulement c'est là une revendication qui, surtout si elle est soutenue par des syndicalistes révolutionnaires, a le don de mettre les employeurs en transe, de les faire écumer de rage et de provoquer une redoutable levée de boucliers.

Pourtant, si les patrons ont, tous ensemble, les mêmes difficultés en ce moment, c'est à cause d'une mévente généralisée, c'est-à-dire d'une crise mondiale de **leur** système économique. Nullement d'une diminution du temps de travail ni de l'augmentation des salaires. La preuve irréfutable en est que, dans des pays où la durée du travail n'est pas limitée et où les bas salaires enfoncent les travailleurs au-dessous du seuil de pauvreté, la crise sévit autant sinon plus, avec faillites, chômage et inflation.

Cela n'empêche pas les patrons de crier que les 35 heures les réduiraient à la misère ! Eux qui, pour essayer de préserver leurs profits, ont réellement réduit à la misère, par d'impitoyables licenciements, des millions de travailleurs, les voilà qui s'insurgent appellent à saboter davantage l'économie du pays et menacent d'avoir des réactions violentes.

Or c'est ce que le Pouvoir de Gauche veut absolument éviter. S'estimant trop vulnérable pour affronter des protestataires si puissants, ou peut-être réellement bien disposé à leur égard, il préfère rassurer les investisseurs, apaiser les patrons, atténuer les conflits par la concertation.

Sans doute cette politique vaut autrement mieux, pour la majeure partie de la population, que celle de la Droite qui appuyait « carrément et rondement » l'offensive des capitalistes — et de leurs pires forbans — dans la lutte impitoyable de leur classe contre celle des prolétaires ; mais l'ambiguïté de cette politique peut la rendre extrêmement nocive.

Les concessions au patronat finissent un jour ou l'autre par obliger le Pouvoir de Gauche à s'opposer énergiquement à des revendications ouvrières. Fatalement sa complaisance envers les chefs d'entreprises le fait entrer en conflit avec des travailleurs et cela peut aller très loin : on a vu plus d'une fois et dans plusieurs pays des gouvernements de Gauche, voire socialistes, avoir recours à la répression pour mater des prolétaires récalcitrants. Ce sont des leçons à ne pas oublier. Sans aucun doute nous n'en sommes pas là ! D'ailleurs il n'est pas impossible qu'avec ou sans concessions au Patronat, la crise, arrivée à son paroxysme, amorce un recul : il se peut aussi que les mesures prises à contrepied de celles du régime précédent freinent ou stoppent la montée du chômage.

Malheureusement, presque toutes les fois qu'elle a commencé à « remettre la machine en marche » et « le pays au travail », la Gauche a connu le « retour du balancier ». D'ailleurs on peut dire qu'elle le prépare elle-même parce que, dans les compromis négociés à l'amiable, elle émousse la combativité des

ouvriers par la promesse de ne pas y faire appel. Et dès que des travailleurs renoncent à combattre, ils ne tardent pas à se faire grignoter leurs avantages acquis. On l'a vu avec la loi des 40 heures qui, arrachée à grand peine après des années de lutte, a rapidement cessé d'être respectée non seulement sans grande résistance mais avec la connivence des ouvriers séduits par les heures supplémentaires.

Actuellement l'activité revendicatrice semble en suspens dans l'attente des fameuses « Ordonnances » du Gouvernement. Si favorables qu'elles puissent être pour la classe ouvrière, on ne peut pas dire qu'elles ont été arrachées par une pression syndicale puissante à la suite d'un irrésistible mouvement populaire ! C'est que, précisément, le Pouvoir de Gauche craint beaucoup que l'agitation ouvrière gêne son action, qu'elle lui enlève ses mérites et empiète sur ses prérogatives en lui imposant des décisions sous la contrainte, qu'elle lui fasse aller plus loin qu'il ne veut et qu'elle effraye le patronat.

Mais plus on a peur de faire peur aux patrons, plus ceux-ci se montrent arrogants, forts, sûrs d'eux-mêmes et agressifs. La Gauche n'a de pouvoir que celui que lui donne la combativité de la classe ouvrière. Sa plus grande faute, celle qui l'a toujours conduite à l'échec, c'est de vouloir que les prolétaires soient passivement ses supporters dans le jeu politique... qui est généralement moins apprécié que le foot-ball !

Seulement, parmi ces prolétaires, il y en a qui s'impatientent. Ils se rebiffent, même contre les plus agressifs des patrons et ils refusent de se laisser endormir par les conseils de modération que prodiguent la plupart des grands et petits bonzes du syndicalisme. Et ils ont raison parce qu'il existe un autre syndicalisme, un syndicalisme toujours aux côtés des exploités qui se rebiffent, un syndicalisme qui ne considère pas leurs initiatives et leurs grèves comme des actions inopportunes, « sauvages », « irresponsables » et encore moins « manipulées ». Ce syndicalisme-là est un syndicalisme révolutionnaire.

Celui-ci ne conteste pas, loin de là, que la Gauche, depuis qu'elle est au pouvoir, a largement dépensé ses efforts en faveur des prolétaires, qu'un grand nombre de ses décisions ont été bonnes et certaines remarquables par leur hardiesse, qu'elle a vraiment fait tout ce qu'elle a pu et que, par conséquent, même s'il faut faire des réserves, elle mérite bien d'être applaudie. Mais il dit qu'il ne suffit pas de crier bravo et que, contre le patronat, c'est à toute la classe ouvrière qu'il appartient de mener le combat.

S. RUBAK.

(1) Voir « Le Matin » du 16 septembre 1981, p. 3.

ENTRE NOUS

En ce début d'année 1982, malgré nos efforts, nous n'avons pas été en mesure de faire paraître régulièrement notre revue au cours du dernier trimestre 1981.

Le coût d'un numéro étant de plus en plus élevé, et malgré la générosité de beaucoup de camarades, les conditions financières de la « R.P. » nous obligent à changer d'imprimerie et d'envisager une nouvelle formule d'impression, mais nous tenons à remercier les Editions Polyglottes qui ont été depuis de longues années sensibles à nos difficultés financières.

Ce changement, reconnu nécessaire et approuvé lors de la dernière réunion du « noyau », le 9 janvier 1982, sera l'occasion d'un nouvel élan : il y aura donc une nouvelle présentation, un nombre fixe de pages et une parution plus régulière.

Le Comité de rédaction reste inchangé, pourra même être élargi et nous demandons à tous les collaborateurs de nous adresser avec régularité beaucoup de textes qui, naturellement, seront examinés par le Comité de lecture (aussi éclectiquement que d'habitude). Plusieurs « papiers » qui nous sont parvenus et n'ont pu trouver place dans ce numéro sont réservés pour les prochains. Pour des raisons techniques importantes, nous demandons de nous faire parvenir vos textes avant le 8 de chaque mois. Adressez tout courrier au directeur de la prochaine publication : Claude FROMAGER « Révolution Prolétarienne », 61-63, rue Beaubourg, 75139 PARIS Cedex 03.

Malgré la parution très réduite en 1981 et le peu de pages exceptionnel de ce numéro nous comptons toujours sur le maintien et le renouvellement des abonnements, déterminants pour la réussite d'un nouvel essor.

Nous avons l'intention de sortir notre prochain numéro dans le courant du mois de MARS de cette année

La JEUNESSE AU PLEIN AIR

Peut-être avez-vous déjà rencontré la « Jeunesse au Plein Air » à l'occasion de la quinzaine qui porte son nom et au cours de laquelle les enfants et adolescents des établissements publics d'enseignement vous ont proposé leurs vignettes souriantes dans le cadre de la collecte nationale au profit des centres de vacances d'enfants et d'adolescents.

Créée en 1936, alors que venait d'être reconnu le droit aux loisirs pour tous, constitué de grandes organisations laïques parmi lesquelles la CGT-Force Ouvrière, la « Jeunesse au Plein Air » s'attache à définir et à mettre en œuvre une politique hardie et généreuse des vacances d'enfants et d'adolescents, vacances conçues comme moment d'épanouissement et d'enrichissement, double préoccupation sur le terrain de la santé et sur celui de l'éducation de la responsabilité.

A Paris, le comité gère des centres de vacances témoins, témoins sur le plan des règles de gestion et des procédés pédagogiques. Il assure, dans un regroupement régional l'information des organisateurs de centres ou d'activités de vacances. Il est le lieu de rencontres et d'échanges, de réflexion sur l'évolution des vacances d'enfants et d'adolescents.

Il édite le guide des centres de vacances qui fait autorité pour tous les organisateurs ou responsables de centres de vacances.

Il consent des prêts sans intérêt pour des opérations d'amélioration ou d'extension du patrimoine d'accueil d'enfants en vacances.

Il affecte des aides individualisées pour permettre l'accession des plus démunis aux intallations collectives.

Le champ d'intervention du comité Jeunesse au Plein Air est donc large, son objectif c'est la réduction de l'insupportable inégalité que l'on constate pour les jeunes devant les loisirs.

Si l'on connaît assez bien les statistiques concernant l'accueil, il n'est toujours pas possible de connaître les statistiques d'origine, malgré nos demandes insistantes et réitérées. Craindrait-on ce que ces chiffres révéleraient ? Ils révéleraient ce que chacun subodore, c'est-à-dire que ce sont les enfants les plus démunis, ceux qui en auraient le plus besoin, qui sont le plus éloignés des possibilités d'accès à des vacances enrichissantes. Si 12 % en moyenne de la population française de 6 à 13 ans a participé l'an dernier à un séjour en centre de vacances, si une part sans doute importante a pu passer des vacances enrichissantes en famille, on ne peut ignorer que 46,7 % des Français en 80 comme en 79 n'ont pas pris de vacances. Parmi eux, il y a de nombreuses familles touchées par les difficultés économiques et de trop nombreux enfants qui ne connaîtront encore de juillet et d'août 81 que le bruit et la tristesse des grandes cités, surtout des enfants de familles immigrées.

Le rôle de la Jeunesse au Plein Air et son honneur, c'est d'œuvrer à faire prendre en compte l'opinion publique et les pouvoirs qui la représentent cette nécessité, cent ans après la création d'une école laïque, gratuite, ouverte à tous, facteur d'une formidable émancipation de l'homme et de la femme, de rendre les centres de vacances et de loisirs accessibles à tous, comme facteur d'enrichissement, d'épanouissement et de correction des inégalités de chances. Aussi, lorsque vous rencontrerez la « Jeunesse au Plein air », vous saurez qu'elle est du combat laïque pour un avenir meilleur et vous lui réserverez un accueil privilégié.

Georges SEBASTIAN,
Secrétaire général JPA 75.

CHRONIQUE ANTICLÉRICALE

TROIS THÈMES... par Jean MOREAU

Un livre, une photographie et une ignominie, tous trois dignes d'intérêt, eu égard à l'objet de cette chronique, constitueront les trois thèmes de notre propos d'aujourd'hui.

« La séparation de l'église et de l'école — Jules Ferry et Léon XIII », de Pierre Chevallier (Editions Fayard) est un ouvrage remarquable qui vient à son heure au moment même où l'on célèbre le centenaire des lois laïques. L'auteur indique les trois idéologies qui inspirèrent un homme comme Jules Ferry : le républicanisme, la franc-maçonnerie et le positivisme. Celui-ci, semble-t-il, est bien souvent oublié en Histoire, pourtant la pensée d'Auguste Comte inspira à la Fédération du Livre un homme de la stature d'un Keufer et Pierre Chevallier a bien raison de rappeler l'importance du comtisme dans le mouvement des idées. Faut-il aussi le suivre quand il distingue, à l'origine philosophique de l'œuvre législative de la Troisième République, trois libéralismes qui, selon les contingences politiques se font plus ou moins concurrence : un libéralisme absolu, illustré par Jules Simon, un libéralisme relatif que représente Jules Ferry et ce qu'il nomme le libéralisme sectaire d'Emile Combes ? N'est-ce pas confondre, pour reprendre une expression célèbre mais qui dit bien ce qu'elle veut dire, la liberté de l'enseignement et l'enseignement de la liberté ? La laïcité n'est-elle pas génératrice de valeurs nouvelles qui se nomment : « droit de l'enfant » et sur un autre plan « émancipation sociale du prolétariat » ? Si, pour un athée, toute foi religieuse apparaît comme une aliénation totalitaire de l'individu, on a, je crois, raison de noter que pour un militant de la liberté de conscience, le comportement laïque en lui-même ouvre la voie personnelle et collective d'une libération totalitarisante...

La photographie dont il était question précédemment est celle de la situation des forces concernées par la question laïque au moment même où sont écrites ces lignes. Il apparaît que partisans des droits des familles et adeptes des droits de l'enfant s'observent en s'efforçant vis-à-vis des médias et de l'opinion publique de ne faire aucun faux pas qui ferait accuser les uns ou les autres d'avoir déterré

la hache de la guerre scolaire. On se veut rassurant, lénifiant, responsable, tandis que le gouvernement a établi un calendrier qu'Alain Savary veut respecter : discussion entre les parties, fin 1981 (nous y sommes !), négociations fin 1982... Le Comité National d'Action Laïque, ainsi que le suggère son communiqué du 26 octobre dernier, approuve cette politique prudente, progressive et à ses yeux constructive : « le C.N.A.L., pour ce qui le concerne (affirme la déclaration) n'a d'autre objectif que de rechercher, dans un esprit de concorde et hors de tout privilège le seul intérêt de l'enfant (...). Il souhaite n'alimenter à ce sujet aucune polémique, mais, au contraire favoriser les conditions d'un examen serein de l'ensemble des aspects du problème d'éducation... ».

Sans doute, au-delà de ces indispensables gestes publics, des contacts personnels, des négociations officieuses se nouent entre le pouvoir politique et l'épiscopat, les relations entre le premier et les forces laïques étant en quelque sorte, depuis le 10 mai, institutionnalisées.

L'avenir dira si la tactique retenue est la bonne. Remarquons seulement que les conservateurs qui avaient utilisé le contexte politique de la crise algérienne en 1959 n'avaient pas eu les scrupules qui animent les laïques d'aujourd'hui pour imposer alors leur solution. Il est enfin piquant, sinon paradoxal, d'observer que le changement, sur lequel on semble fonder beaucoup d'espoir — si changement il y a — affecte le clan clérical : nombre de maîtres de l'enseignement privé sont en effet syndiqués à la C.F.D.T. qui, depuis quelques années approuve les objectifs du C.N.A.L. S'il faut s'en réjouir, il n'en est pas moins important quand on sait tout de même que l'église romaine n'est pas à des années lumière de ces sympathiques néo-laïques de se rappeler la célèbre distinction ecclésiale entre la thèse et l'hypothèse. Il ne faudrait pas qu'une fois de plus ... sous couvert de libéralisme socialiste, celui-là — les laïques soient floués.

La place me manque pour évoquer longuement l'ignominie. A la suite notamment, de l'intervention du député socialiste Berson qui a rappelé combien les parlementaires de droite avaient des intérêts de classe — et de famille — à s'opposer aux nationalisations, la réaction a montré son vrai visage. Abandonné le langage libéral, enfui le sens critique, évanouie la liberté de l'esprit dont se targue la droite quand elle tient le manche : tel député socialiste est un « nouveau Goebbels », la France de Mitterrand est « la république de l'Iran de Khomeiny » et « la subversion est au pouvoir ». Quand on touche au porte-monnaie, finies les bonnes manières apprises dans les coûteuses jésuitières, surgit alors une langue de bois qui organise le mensonge, place sur orbite la calomnie. Parce que, ayant eu moins l'occasion de s'exprimer dans l'histoire que le latin d'Eglise ou le langage stalinien, on a tendance à la méconnaître. Elle aussi est l'expression d'un cléricalisme, celui qui sert et encense le Dieu-Profit.

J. M.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS. Tél. 607-02-06

Abonnements : 6 mois, 50 F — 1 an, 100 F (y compris Marché Commun).

Autres pays : 6 mois, 60 F — 1 an, 120 F.

C.C.P. 734 99 W PARIS

Rendre hommage...
...mais en respectant les faits

Nous lisons dans l'organe de la Fédération syndicaliste des P.T.T. Force Ouvrière (mai 1981) une page consacrée au centenaire de la naissance de Pierre MONATTE. Nous remercions vivement — et sans arrière-pensée — le journal des P.T.T.-F.O. et le camarade BEREGI, auteur de l'article commémoratif. Nous regrettons seulement que des erreurs de fait émaillent la biographie de celui qui fut le fondateur de notre revue « La Révolution Prolétarienne » et qui reste notre inspirateur.

Pour ne prendre qu'un premier exemple ; on lit que Pierre Monatte fut exclu de la C.G.T.U. Comment aurait-il pu l'être puisqu'il n'en fut jamais adhérent ? Il est vrai qu'au congrès de Lille, en 1921, Monatte, sorti de la boue des tranchées, comme le dit Bérégi, dénonça la politique « d'union sacrée » conduite par Léon Jouhaux pendant la Première Guerre Mondiale, mais il fut contre la scission et demeura à la C.G.T. de Jouhaux. En 1947, au moment d'une nouvelle division syndicale provoquée par les staliniens, il se prononça pour l'adhésion à F.O. de la Fédération du Livre (je dis bien : pour l'adhésion à F.O.). C'est à la suite d'un référendum organisé dans cette Fédération et qui lui fut contraire que Monatte resta avec son syndicat où il ne cessa de combattre l'orientation néfaste des dirigeants de la C.G.T. dévoyée.

Cette mise au point étant faite, Bérégi dont la documentation est mauvaise, continuera peut-être à écrire qu'en 1921, Monatte « a choisi délibérément la C.G.T.U. d'obédience communiste », mais il aura tort. Monatte n'eut pas besoin, comme l'écrit Bérégi, d'être réintégré « sur sa demande » dans la C.G.T. réformiste : il ne l'a jamais quittée. Le camarade Bérégi continuera peut-être de croire, recueillant une certaine tradition orale erronée, que Monatte a mis longtemps à « s'apercevoir » des méfaits des staliniens. S'il est vrai qu'il a adhéré au P.C. en 1923, il en fut presque aussitôt exclu en 1924 pour avoir dénoncé les prémices du stalinisme.

Nous ne voulons pas discuter ici les commentaires et appréciations personnels du camarade Bérégi. C'est son droit intégral de les exprimer. Nous regrettons seulement que son hommage à Monatte — auquel nous sommes très sensibles — tourne trop au panégyrique de Léon Jouhaux. Il n'arrivera pas à nous convaincre que « l'union sacrée pour la guerre » n'impliquait pas collaboration de classes.

Mais Bérégi se trompe encore quand il croit que « la minorité zimmerwaldienne », avec MERRHEIM, était « pro-communiste ». On relèverait bien d'autres erreurs de fait, avec des « blancs » et des omissions dans la biographie que nous donne « P.T.T. syndicaliste Force Ouvrière ». Il doit pourtant être remercié, avec le camarade Bérégi, d'avoir, à l'occasion du centenaire de sa naissance, fait connaître aux jeunes militants d'aujourd'hui l'un de leurs plus remarquables précurseurs. Il nous faut pourtant regretter que cet enseignement nécessaire soit entaché d'erreurs historiques et infléchi par un parti pris d'éloges adressés à d'autres que lui.

R. GUILLORÉ.
(pour le cercle de la « Révolution Prolétarienne »).

Et aïe donc !

Notre nouveau MONARQUE, dit François Ier, en souvenir de son enfance à l'école obscurantiste, a décidé (lui et son gouvernement) de continuer à appliquer la loi en vigueur pour le financement de l'école privée. Résultat : + 22 % aux cathos de tout bord !

La prochaine fois, je mettrai une hostie dans mon bulletin de vote. POUGET appelait autrefois la Chambre des Députés, l'AQUARIUM ; mais, de nos jours ; on peut l'appeler la cathédrale ! AMEN quand même !

C. F.

LETTRE D'AMÉRIQUE

par Pierre AUBERY

Pendant deux semaines, au printemps de 1981, j'ai parcouru la Californie, de San Francisco à Los Angelès et de la côte pacifique à la Sierra Nevada. Les Américains aiment à dire que, plus qu'un Etat, la Californie est un état d'esprit. Sans doute ,car elle en est venue à symboliser la liberté de choisir parmi une extraordinaire diversité de styles de vie. Mais, la Californie, c'est avant tout un territoire, modelé par la géographie et par l'histoire. Ce n'est qu'en 1848 que la Californie, conquise sur le Mexique, devint partie intégrante des Etats-Unis. Peu peuplée jusqu'alors, très peu gouvernée et administrée par l'Espagne puis par le Mexique, souverain depuis 1822, cette région, difficile d'accès, vivait dans un splendide isolement. A l'exception d'un petit nombre de ports les côtes sont plutôt inhospitalières, et avant le percement de l'isthme de Panama, il fallait pour les atteindre entreprendre de longs et dangereux voyages. C'est que la côte ouest du continent américain est bordée de hautes montagnes qui parfois plongent dans la mer en de vertigineux à-pics. En fait l'ouest américain est sillonné par toute une série de chaînes de montagnes, séparées par de larges vallées, qui occupent, du cours supérieur du Missouri jusqu'au Pacifique, environ 1.500 kilomètres. Cette barrière montagneuse n'était pas facilement franchissable d'Est en Ouest au dix-neuvième siècle et, aujourd'hui encore, le nombre des passages accessibles en toutes saisons reste limité. C'est la ruée vers l'or de 1849 qui amorça le peuplement de la Californie et c'est sans doute pour cela que la Californie est l'un des rares Etats des Etats-Unis où la présence de citoyens d'origine française n'est pas négligeable.

La littérature et le cinéma ont popularisé les paysages et l'atmosphère du Far West. Eh bien, je peux vous assurer que la réalité dépasse — et de loin — la fiction. L'immensité du territoire, la majesté des lieux, vallées fertiles, montagnes enneigées, forêts luxuriantes, donnent une impression de grandeur à la fois exaltante et écrasante. Lorsqu'on franchit l'une après l'autre ces chaînes de montagnes, qu'on traverse ces vallées, qu'on pénètre sur les hauts plateaux quasi désertiques du Nevada, on ne peut s'empêcher de songer aux premiers habitants de ces territoires — encore très peu peuplés aujourd'hui — Indiens et pionniers, qui ne pouvaient se déplacer dans ces espaces qu'au prix de longs et épuisants voyages. Ici et là, dans les endroits les plus improbables et les plus difficiles d'accès, on rencontre des villages abandonnés qui furent naguère d'actifs centres miniers. C'est ainsi que j'ai pu visiter la ville fantôme de Bodie, près du lac Mono à 400 kilomètres à l'Est de San Francisco, au cœur des sierras, ville aujourd'hui totalement désertée mais qui compta jusqu'à dix mille habitants. On y voit cabines, école, église, saloons, hôtels, magasins, bazars divers, dans l'état où ils étaient lorsque la ville fut abandonnée vers 1930. On y avait hissé, par des chemins apparemment impassables, toute une machinerie lourde : machines à vapeur, alternateurs, volants et treuils, destinés aux mines, entre 1860 et 1880. Les épaves de cet équipement parsèment encore les lieux. Dans ce site désolé on peut imaginer ce que pouvait être l'isolement de ces mineurs, de leurs familles et de tous ceux qui les encadraient, sur ce haut plateau que la neige coupait du reste du monde pendant des semaines de suite en hiver. Mais l'or était abondant et l'appât du gain, apparemment, décuple la résistance et les énergies humaines.

UN PAYS DE VACANCES

Ce qui caractérise en fait la Californie, c'est son inépuisable variété de sites, de paysages, de climat, de populations, d'activités. Dans les montagnes des stations de ski, comme Mammouth Lake ou des sites touristiques comme le lac Tahoe, ressemblent aux lieux à vocation analogue qu'on rencontre dans les Alpes. Les couleurs y sont peut-être plus vives et le soleil plus brillant, mais les châlets de bois, où le cèdre et le pin rouge se mêlent, sont très semblables à ceux qu'on rencontre en Savoie, en Suisse et en Bavière. Les noms et les enseignes mêmes y sont presque identiques si nombreux sont les hôtels qui s'annoncent en caractères gothiques : Alpenhof ou Berg Gasthaus.

Entre deux et trois mille mètres les montagnes de la Californie sont couvertes de forêts de conifères de toutes espèces parmi lesquels on rencontre même encore des séquoias, ces arbres gigantesques qui peuvent s'élever à plus de soixante mètres de hauteur et vivre deux mille ans. Le relief, particulièrement tourmenté, a maintenu ces régions à l'écart des grands courants de peuplement du siècle dernier. De vastes secteurs ont été désignés comme forêts nationales ou parcs nationaux et mis par le gouvernement à la disposition des touristes et des campeurs. De nombreux emplacements ont été aménagés qui sont accessibles en voiture et d'où il est facile d'aller explorer lacs, rivières, roges et sommets. Ce qu'il y a de remarquable aux Etats-Unis c'est qu'un effort systématique est fait pour mettre tous ces sites à la disposition et à la portée de tous. Il y a peu de stations de luxe mais quantité de cabines rustiques, de motels, d'hôtels et de restaurants à prix modérés, sans parler des excursions organisées qui, pour un modeste forfait, promènent les retraités pendant plusieurs jours.

L'automobile nous transporte aujourd'hui confortablement et sans fatigue d'un site touristique à l'autre dans l'espace de quelques heures. Mais lorsqu'on traverse les chaudes et fertiles vallées de l'intérieur où l'on cultive fruits et légumes, on ne peut pas ne pas voir les ouvriers agricoles peinant sous le soleil, chargeant de l'aube au crépuscule camion après camion pour le ravitaillement des grandes villes. La plupart d'entre eux sont des travailleurs saisonniers, venus plus ou moins légalement du Mexique et d'autres pays d'Amérique centrale. En dépit des efforts de César Chavez, qui s'emploie depuis des années à les unir dans un syndicat capable de négocier avec leurs employeurs, leurs conditions de travail, de salaire et de vie — ils habitent souvent dans des sortes de camps volants — sont parmi les plus mauvaises qui soient en Amérique.

A l'autre pôle de la société, mais parfois dans le voisinage des régions consacrées aux cultures maraîchères, on rencontre des colonies de super-riches. C'est le cas notamment de la pittoresque péninsule de Monterey, que connaissent bien les lecteurs de John Steinbeck, où ils se sont construit de somptueuses villas au milieu des pins, dont certaines imitent ... de façon incongrue dans ce lieu et avec ce voisinage — les styles de plusieurs siècles d'achitecture européenne.

SAN FRANCISCO

L'extraordinaire variété qui caractérise la Californie se retrouve dans la composition de la population. Tout le monde connaît le célèbre quartier chinois de San Francisco, China Town, popularisé par le cinéma. Ce qu'on sait moins, en général, c'est que l'importante population d'origine asiatique de la région est établie dans le pays depuis la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. A cette époque des milliers de coolies furent amenés aux Etats-Unis par les compagnies qui construisirent les voies de chemin de fer à travers monts et vallées. Leurs descendants se sont parfaitement assimilés à la vie américaine et l'on en rencontre à tous les niveaux de la société. Mais les personnes d'origine chinoise sont loin d'être la seule minorité quelque peu exotique que l'on côtoie en Californie. Les Japonais, les Chicanos (Mexicains-Américains), les Noirs sont également nombreux. Dans bien des quartiers de la ville les Blancs n'apparaissent que comme une minorité parmi d'autres. Si la ville de San Francisco proprement dite ne compte que 663.500 habitants la région qui borde la baie en regroupe plus de trois millions. Rien d'étonnant à ce qu'au sein d'une telle masse de population, venue de tous les coins du monde, on rencontre les types les plus divers et parfois les plus inattendus. Depuis les années soixante, San Francisco est devenue la capitale des « hippies » qui se sont regroupés dans le quartier Haight-Ashbury, sur l'une des collines qui dominent la ville. Aujourd'hui les survivants du mouvement accusent leur âge et si certains sont tombés dans la déchéance et la cloche d'autres se sont embourgeoisés. Venus dans le quartier parce que les loyers y étaient particulièrement bas, ils ont commencé à rénover les vieilles demeures victoriennes aux baroques ornements multicolores où ils résidaient. Cela a fait monter les prix et le quartier, naguère refuge de la bohême, est en passe de devenir l'un des plus chics de la ville.

Les homosexuels, ou plutôt ne doit-on pas dire les homophiles, ont eux aussi leur quartier à San Francisco où ils ont réussi à s'organiser et à compter parmi les forces politiques qui gouvernent la ville. Toutes ces caractéristiques de la vie urbaine sont particulièrement visibles à San Francisco parce que c'est une ville relativement ramassée sur elle-même et qui est peut-être la seule ville des Etats-Unis où l'Européen se sente tout de suite à l'aise et en territoire familier. Les rues de San Francisco se prêtent mieux à la flânerie et à badauderie que les longues avenues rectilignes des villes du mid-ouest. Restaurants et cafés sont nombreux comme les librairies et les magasins de toutes sortes qui donnent beaucoup à voir. Les cinémas et autres établissements « porno » fleurissent à San Francisco comme ailleurs. Mais l'un d'eux annonce ce que je n'avais jamais vu ailleurs, ni à Pigalle ni rue Saint-Denis : « Ayez une conversation privée avec une dame nue pour un dollar ». Serait-ce la forme ultime de la démocratie qui met la réalisation de fantasmes adolescents à la portée de toutes les bourses !

C'est dans la grande banlieue de San Francisco, sur les rives de la baie, que se trouve « Silicone Valley », le centre mondial de l'électronique. Il s'agit en fait d'un vaste parc industriel qui s'étend sur des dizaines de kilomètres et où se sont établies toutes sortes d'entreprises de tailles diverses qui se consacrent à la fois à la production et à la recherche. C'est une industrie « propre » qui utilise une main-d'œuvre très spécialisée dont l'élite se compose de très jeunes ingénieurs informaticiens. Ce sont eux qui, en jouant avec le « hard ware » et le « soft ware » résolvent chaque jour des problèmes de plus en plus complexes posés par l'utilisation des ordinateurs à des fins toujours nouvelles.

Les journaux de la région regorgent d'offres d'emploi, à tous les niveaux, dans l'industrie électronique. Dans un numéro du seul **San José News**, journal que rien ne distingue vraiment d'autres feuilles locales, sinon le fait qu'il paraît dans une ville située au centre même de « Silicone Valley », j'ai compté environ quatre mille offres d'emplois, chiffre assez remarquable à notre époque, même si tous les emplois à pourvoir ne sont pas de premier choix. La prospérité de la région se reflète dans la qualité, le confort des appartements, même modestes, le nombre et l'élégance des magasins. Les centres commerciaux, dont la plupart semblent tout neufs, sont conçus et réalisés comme de vrais petits villages où l'on trouve beaucoup plus qu'un ravitaillement utilitaire destiné à satisfaire les besoins quotidiens en nourriture et en vêtements. Les librairies sont nombreuses et bien pourvues de livres dans tous les domaines. La gamme des restaurants va du comptoir où l'on débite des sandwiches aux salles à manger aérées et luxueuses. On rencontre même de loin en loin une boulangerie française où l'on vend, chose rarissime en Amérique, du pain frais, des croissants chauds, des petits pains au chocolat et des palmiers. A plusieurs milliers de kilomètres de la France c'est un événement qui fait sensation ! Ces centres commerciaux sont parsemés de courettes et de patios agrémentés de plantes vertes où l'on peut s'asseoir et se reposer à l'ombre en regardant les gens passer. Ce n'est pas encore tout à fait la terrasse de café mais cela s'en rapproche et y ressemble beaucoup. Dans l'ensemble les passants semblent moins harcelés, plus détendus et plus polis que dans bien des villes de tailles comparables situées dans des régions moins tempérées et moins ensoleillées.

LOS ANGELES

Entre San Francisco et Los Angelès c'est un plaisir constant pour les yeux que de passer de la mer à la montagne, des collines à la vallée où se marient une grande variété de formes et de couleurs allant de l'ocre à la terre cuite voisinant la plus riche variété de verts. Dans la région de Big Sur, où Henri Miller avait fixé sa résidence, la route en corniche déroule ses lacets à une centaine de mètres au-dessus de la mer, côtoyant constamment l'abîme. A partir de San Simeon le relief s'apaise et bientôt on arrive dans la région de Los Angelès où vivent plus de sept millions de personnes. La beauté du site naturel est quelque peu masquée, voire défigurée, par l'abon-

dance des constructions hétéroclites où l'on trouve absolument de tout, depuis la centrale électrique aux cheminées gigantesques jusqu'au ghetto de luxe pour millionnaires entourés de murailles où se côtoient imitations de châteaux renaissance et de villas romaines, en passant par les édifices à usage commercial allant du gratteciel au hangar, qui longent la route. On traverse même des champs pétrolifères en exploitation avec leurs centaines de pompes qui débordent jusque sur les plages.

Puis il y a le **smog** qui n'est pas une plaisanterie, mais un véritable fléau. C'est une brume épaisse, qui va du grisâtre au brunâtre et dont le contenu en sulfures cause une irritation des muqueuses, à commencer par celles des yeux. Les habitants de la région sont impuissants à s'en protéger et pourtant résignés. Ils disent que la cause principale du **smog** est connue : ce sont les émissions délétères des usines, en particulier des aciéries, qui créent ce problème. Mais l'industrie de l'acier étant en difficulté aux Etats-Unis comme ailleurs, il n'est pas question d'imposer des réglementations, dont l'application serait coûteuse, pour limiter la pollution de l'atmosphère. On se demande quelle sera la conséquence pour la santé publique de cet état de chose. On dit aussi que chaque journée de **smog** a sur les bronches le même effet que deux paquets de cigarettes fumées à la chaîne. Il paraît que l'air est plus respirable en hiver lorsque les vents soufflent d'est en ouest, c'est-à-dire des déserts surchauffés de l'intérieur vers la mer et rejettent vers le large les bancs de **smog**. En été les vents frais soufflant de la mer repoussent dans les vallées et les canyons de l'intérieur brumes, fumées, vapeurs d'essence mêlées, qui peuvent y stagner pendant plusieurs jours. Alors les autorités déclarent qu'il y a « alerte », qu'il faut éviter de sortir de chez soi, de faire des efforts en plein air. Mais comme il est impossible de s'abstenir de respirer tout le monde souffre !

Les résidents de la Californie du Sud, qui ont gardé leur sens de l'humour, se plaisent à dire que dans leur pays tout est parfait sauf l'air, l'eau, la terre et le feu. Si l'air n'est guère pur les eaux elles aussi sont polluées et l'eau du robinet elle-même contient une si forte proportion de désinfectants qu'elle est presque imbuvable. Les gens quelque peu délicats et précautionneux achètent des bonbonnes d'eau de source pour la cuisine. La terre, on le sait, tremble souvent en Californie. Il semble qu'elle tremble, avec plus ou moins d'intensité, quelque part le long de la côte pacifique, chaque jour. Cela fait tellement partie de la vie quotidienne des Californiens qu'un tremblement de terre d'intensité moyenne, qui n'a causé que des dommages matériels, ne mérite que quelques lignes à la quatrième page des journaux. Mais l'annuaire téléphonique consacre toute une page aux précautions à prendre et aux mesures à appliquer en cas de tremblement de terre. Le mieux à faire, semble-t-il, reste encore de rester chez soi et de se glisser sous la table la plus robuste, tout comme faisaient les Anglais pendant les bombardements allemands. Le feu ravage périodiquement les collines couvertes d'herbes sèches et de broussailles qui entourent les villes. Ces incendies n'avaient guère de conséquences autrefois, lorsque le pays se consacrait à l'élevage. Mais aujourd'hui la spéculation immobilière a transformé en lotissements quantité de terrains justement considérés naguère comme impropres à l'habitation. Aussi, dès qu'un incendie se déclenche, ce sont des dizaines de maisons qui sont menacées. Le plus souvent même ce sont de luxueuses villas valant plus d'un million et demi de francs qui brûlent car les plus belles résidences sont souvent construites à l'écart, au sommet des collines. Dans ces conditions les gens qui le peuvent quittent la Californie en été et vont vivre dans des lieux moins menacés. Mais bien sûr seule une petite minorité de retraités et de familles aisées peut se permettre de s'absenter pendant plusieurs mois de leur résidence principale. Tous ceux qui travaillent doivent subir les inconvénients de la saison du smog et des incendies qui commence en mai et peut durer jusqu'en octobre.

Pierre AUBERY.

La déclaration publique des revenus

Admirable en France est le soin que les gens mettent à garder secret le montant de leurs revenus ainsi que l'ampleur de leur patrimoine. Interrogeons-nous entre camarades : ne sommes-nous pas tous bien français sur ce point ? Questionner quelqu'un sur son revenu est du dernier grossier et exposer l'état de sa fortune est aussi indécent que de se promener tout nu dans la rue.

Il n'y a pas si longtemps qu'un diplomate étranger me demanda tout naturellement à combien s'élevait ma retraite. Si je pris un malin plaisir à le laisser dans le noir, c'est qu'à vrai dire j'aurais été bien en peine de lui dire ce que je touchais exactement, mais aussi parce que j'avais le sentiment que « ce n'étaient pas ses oignons ». En Amérique du Nord, non seulement on n'est pas aussi cachottier que chez nous, mais on ferait plutôt étalage de ses gains, signe de réussite. D'où l'habitude de dire de quelqu'un qu'il « vaut » tant, ce qui le place dans l'échelle sociale. En France, je ne vois guère chez les possédants que le père Dassault qui ait la crânerie de ne rien dissimuler. C'est que nul n'ignore qu'il a atteint le summum de la richesse et que le fisc lui réclamerait-il des centaines de millions, il lui en resterait encore pas mal.

Cette passion de la planque explique dans notre pays l'extension de la fraude fiscale, interdite aux seuls salariés et qui prive chaque année le budget d'un nombre respectable de milliards. C'est une pratique que bon nombre de nos concitoyens trouvent parfaitement honorable et dont ils n'hésitent pas à s'enorgueillir. Quel remède à cela ? Je ne vois qu'une déclaration publique des revenus. Affichons chaque année à la mairie les formulaires de déclaration, bon moyen dissuasif contre la fraude, et pour faire bonne mesure ajoutons-y le patrimoine. Ce n'est peut-être pas un remède totalement souverain. Certaines catégories trouveront sans doute le moyen de passer au travers des mailles du filet, mais un grand pas aura été franchi. L'intérêt que j'y vois, personnellement, plutôt que de remplir les caisses de l'Etat, c'est, en pensant à la société de demain, d'introduire un peu plus d'honnêteté dans les rapports entre les hommes.

Il est caractéristique qu'aucun membre de la nouvelle majorité n'ait soufflé mot d'une telle éventualité. On ne peut qu'imaginer la levée de boucliers que provoquerait une proposition de cette nature et quel risque pour sa carrière courrait l'homme politique assez audacieux pour s'en faire le promoteur. Peut-être faudra-t-il attendre un changement de mentalité, lequel n'a de chance de se produire que sous le coup de quelque crise grave. Qu'à Dieu ne plaise ! comme on disait au bon vieux temps...

J. R.

Imprimerie « E.P. », 232, rue de Charenton, 75012 Paris
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le dir. de la publ. : par intérim Marie-Louise MARQUIS
Commission paritaire : n° 22 071